

1. La journaliste Nolwenn Le Fustec

	Quelle est sa formation ?
	Pour qui travaille-t-elle ?
	Quels sujets aborde-t-elle ?

2. Le film

Date	Film diffusé en mars 2024 sur France 5
Genre audiovisuel	
Sujet(s) traité(s)	
Type de personnes interviewées	
Scène(s) marquante(s) pour vous ?	

Types de prise de vue	
Types de sons entendus	
Questions à poser à la journaliste	

Critères d'attribution du prix Albert-Londres :

1. aller voir sur le terrain : voyager pour enquêter, pas pour se promener.
2. témoigner avec du style : l'article d'Albert Londres sur le bombardement de la cathédrale de Reims le rend célèbre du fait de son écriture particulièrement travaillée (« poésie du réel »).
3. décrire : souci d'efficacité dans la description, pour pointer du doigt/dénoncer quelque chose.
4. raconter une histoire : en respectant, comme dans le théâtre classique, la règle des trois unités (temps, lieu, action).
5. être en éveil : le reporter doit être disponible, sur le qui-vive, pour être au bon endroit au bon moment, afin de raconter la vérité (contre la propagande, le « bourrage de crâne »).
6. être engagé : le journaliste doit « porter la plume dans la plaie ».
7. être opiniâtre : les événements guident le travail et les déplacements du reporter, rencontrer les « invisibles », « prêter une voix à ceux qui n'en ont pas ».
8. être un reporter enquêteur : engagement du journalisme, qui dit « je » et qui crée une connivence avec son lecteur.
9. être chanceux : la chance et le hasard jouent un rôle parfois important pour les reporters.

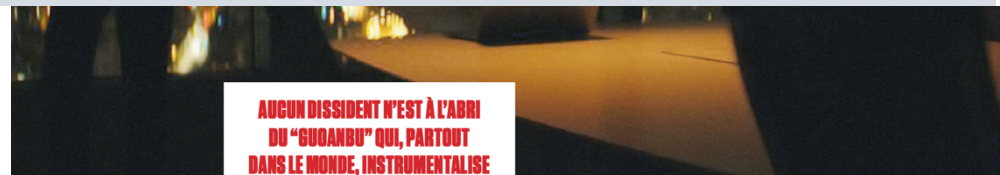
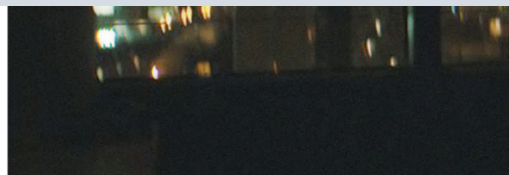
→ En quoi le travail de Nolwenn Le Fustec correspond-il à ces critères ?

L'OEIL DE PÉKIN

TéléObs

jeudi 29 février 2024

Dans "Chine : opérations secrètes", Nolkwenn Le Fustec et Antoine Izambard dévoilent les menaces que les services de renseignement chinois, en pleine expansion, font peser sur l'Occident. Par Ursula Gauthier



AUCUN DISSIDENT N'EST À L'ABRI DU "GUOANBU" QUI, PARTOUT DANS LE MONDE, INSTRUMENTALISE LA DIASPORA POUR SURVEILLER, INTIMIDER, VOIRE KIDNAPPER LES OPPOSANTS.

DIMANCHE 21H05 FRANCE 5

Le redoutable ministère chinois de la Sécurité d'Etat (MSE), que les Chinois appellent « Guoanbu » en frissonnant de terreur, vient de diffuser une vidéo à sa propre gloire. Intitulée « Qui suis-je ? », elle s'ouvre sur une mystérieuse silhouette auréolée de lumière qui s'avance dans les ténèbres, tandis qu'une voix théâtrale récite : « *Qui suis-je ? Je suis cette ombre à côté de toi qui livre une bataille secrète dans un monde troublé. Je suis celui qui voit l'invisible et lutte contre les démons. Je suis un officier de la Sécurité d'Etat.* » Que cette organisation – sorte de fusion de la DGSE (Direction générale de la Sécurité extérieure) et de la DGSI (Direction générale de la Sécurité intérieure) –, qui se drape d'ordinaire dans un secret absolu, ait diffusé en janvier cette vidéo de propagande pour vanter sa guerre « *contre la subversion, le séparatisme, le terrorisme, l'espionnage* » est en soi une révolution. « *Les services de renseignement chinois se sont professionnalisés*, note Antoine Izambard, coauteur du documentaire. *Ce ne sont plus les pieds nickelés d'il y a quelques années. Pour tous les responsables des services occidentaux, le Guoanbu représente aujourd'hui le défi de sécurité principal.* » L'essor de ce mastodonte qui emploie 200 000 agents – « *cinq fois plus*

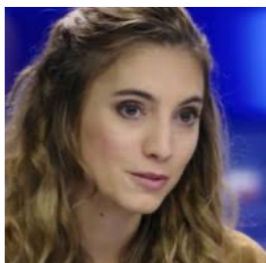
que n'importe quel autre service de renseignement dans le monde », selon un expert interviewé dans le documentaire – doit tout à Xi Jinping, et à l'accent que le numéro un chinois met sur la sécurité nationale. Une notion qu'il faut comprendre dans son acception large : l'une des missions principales du MSE, c'est de mater l'opposition au régime, y compris hors de Chine. Aucun dissident n'est à l'abri du « long bras » du Guoanbu qui, partout dans le monde, instrumentalise la diaspora chinoise pour surveiller, isoler, intimider, voire kidnapper les opposants, qu'ils soient ouïgours, tibétains, hongkongais, taïwanais ou chinois opposés au Parti communiste. A cet effet, le MSE a installé dans les *chinatowns* des villes occidentales des structures illégales, baptisées « postes de police à l'étranger », où des citoyens d'origine chinoise collaborent avec les agents de Pékin pour museler les opposants. Il en existe 53 dans 100 pays. Aux Etats-Unis, où l'on est très à cheval sur les questions de souveraineté, le FBI a arrêté deux Sino-Américains qui avaient installé un poste clandestin à Manhattan. Ils risquent la perpétuité. En France, qui en compte sept selon les services de renseignement, la réaction est nettement plus timorée. Pourtant, la France est devenue une cible de choix de la cyberguerre chinoise. En 2014, le

parquet de Paris est saisi pour une série d'attaques informatiques contre Safran, le motoriste aéronautique et spatial qui construit les moteurs de Boeing, une première dans l'Hexagone. Comme tant d'entreprises attirées par le marché chinois, Safran avait installé une usine de montage de ses moteurs à Suzhou, en Chine. L'enquête judiciaire révèle que des employés de cette usine ont introduit le virus Sakula, un *malware* (logiciel malveillant) très sophistiqué, dans l'ordinateur de cadres français de passage. De retour en France, ces ordinateurs vérolés ont permis à Sakula de se propager à l'ensemble du réseau de l'entreprise, ouvrant ainsi l'accès à ses secrets industriels. Résultat : la Chine a pu développer en un temps record son propre avion de ligne, le C919. Les exemples de vols de technologie sont légion, et ils ont largement contribué au décollage industriel de la Chine. Mais dans le cas de Safran, on a pu remonter à la source et identifier le maître espion à la manœuvre. Dans une enquête parallèle menée aux Etats-Unis après le piratage informatique du géant General Electric (GE), les services américains découvrent qu'un ingénieur de GE a été recruté par le même agent du MSE qui œuvrait contre Safran : Xu Yanjun, patron de la 8^e division du Guoanbu. Ayant « retourné » l'ingénieur, les Américains l'utilisent comme

appât pour attirer Xu Yanjun en Belgique, où il est arrêté. Extradé aux Etats-Unis, il est reconnu coupable de « *conspiration en vue de dérober des secrets industriels* » et écope de vingt ans de prison. « *Les responsables d'entreprises américaines commencent à réaliser ce que coûte de collaborer avec des entités chinoises* », note le procureur chargé du dossier. Il n'est pas sûr que leurs homologues français en soient aussi conscients. Au sein de la DGSE même, une affaire jugée récemment a permis de mesurer le degré de naïveté face à la Chine. En 1996, Henri Magnac est nommé chef de poste de la DGSE à Pékin. C'est un agent aguerrri, mais il tombe la tête la première dans le *honey trap* (« piège à miel ») tendu par le Guoanbu. Il se prend d'amour pour l'interprète de l'ambassadeur, de vingt ans sa cadette, qui lui donne des cours particuliers de chinois. Paris le rapatrie et le met à la retraite. Aigri, Magnac part rejoindre sa belle à Pékin, qui l'introduit très vite au MSE. Pendant vingt ans, il va fournir des informations sur la DGSE, son organisation, ses méthodes. En retour, il obtient appartement, voiture, 5 000 euros mensuels et une prime de 10 000 euros à chaque débrief. En 2007, à la demande du MSE, il recrute un autre agent de la DGSE, Pierre-

Marie Hyvernât. Animé d'opinions d'extrême droite, ce dernier est fasciné par l'autoritarisme du pouvoir communiste et très mécontent d'avoir été muté aux archives. Pendant dix ans, il remet au Guoanbu des documents classés secret-défense contre une prime de 10 000 ou 20 000 euros... et va faire des séjours dans des destinations exotiques à leurs frais. Les deux traîtres sont finalement pris, jugés en 2020, et condamnés à 8 et 12 années de prison. Pendant deux décennies, Pékin a pu obtenir des informations de première main sur la DGSE, et spécialement sur les opérations françaises en Afrique, le continent qui intéresse le plus la Chine. On a beaucoup parlé de la « *Chinafrrique* », où Pékin utilise sa force de frappe financière pour remporter des marchés, construire des infrastructures à tout-va et circonvenir les élites. Ce qu'on sait moins et que ce documentaire met en lumière, c'est que la Chine a mis la main sur Djibouti, un petit pays de la Corne de l'Afrique qui jouit d'une position stratégique inégalée sur le détroit de Bab el-Mandeb reliant la mer Rouge au golfe Arabique. C'est là qu'elle a choisi d'implanter en 2017 une importante base militaire et navale. L'ancien chef de la sécurité militaire de Djibouti, Moustapha Abdillahi,

réfugié en France depuis 2021, révèle que le régime corrompu du président Ismaïl Omar Guelleh a accordé aux Chinois, par un texte secret signé en 2015, le contrôle d'espaces maritimes importants. De plus, il a autorisé Pékin à construire un vaste système de surveillance relié à un bâtiment ultra-sécurisé, lui-même géré depuis Shanghai. Un véritable centre d'écoute et d'espionnage, qui vise les bases occidentales – française, américaine, allemande – et japonaises qui se côtoient dans un mouchoir de poche. « *Les Chinois avaient juré qu'ils n'auraient jamais de base militaire à l'étranger. Puis ils ont prétendu qu'ils n'avaient à Djibouti qu'un centre logistique de lutte contre la piraterie. Ils ont menti* », accuse le général Stephen Townsend, patron des forces américaines en Afrique de 2009 à 2022. Selon les images satellitaires, la gigantesque base chinoise, dont la plus grande partie est souterraine, accueille déjà de 10 000 à 20 000 soldats. Avec sa piste d'atterrissage, son chemin de fer, sa jetée conçue pour les navires de gros tonnage, c'est en réalité « *une plateforme de préparation à la guerre* » : les Occidentaux, alarmés, attendent l'arrivée des porte-avions chinois dans leur pré carré. Il semble désormais que les opérations secrètes de Pékin vont très au-delà de la concurrence économique. ■



Nolwenn Le Fustec
Journaliste – réalisatrice

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

2024	Journaliste - réalisatrice à Everprod, groupe Eléphant , Paris "Chine : opérations secrètes" (70', Le Monde en Face)
2023	Journaliste - réalisatrice à Cat & Cie , Paris "Rénovation énergétique : des milliards mal dépensés" (52', Complément d'enquête)
2022	Journaliste - réalisatrice à Capa Presse , Paris "Covid : 100 jours pour éviter la pandémie" (90', Arte Thema)
2017 – 2020	Journaliste - réalisatrice à Brainworks , Paris "La semaine où les Gilets jaunes ont fait trembler l'Etat", "Lait contaminé : au cœur de l'affaire Lactalis", "Catastrophes Climatiques : un temps de retard" (90', Cellule de Crise, France 2)
2017	Journaliste - réalisatrice à KM production , Paris Réalisation d'un reportage sur les alternatives à la grande distribution (26', Les Soirées de l'Info, C8)
2016	Journaliste - réalisatrice à Premières Lignes TV , Paris "Marchés publics : le grand dérapage" (110', Cash Investigation)
2015	Journaliste - réalisatrice à KM production , Paris "Ecolos : Ennemis d'Etat" (52', Spécial Investigation, Canal+)
2015	Journaliste - réalisatrice à Premières Lignes TV , Paris "La protection de Charlie Hebdo en question" (28', Envoyé Spécial)
2014	Journaliste - réalisatrice à Froggies Medias , Paris "Les dessous du soutien-gorge" (52', Doc du dimanche, France 5)
2013	Journaliste - réalisatrice à Memento production , Paris "Du bien-être aux dérives sectaires" (30', Envoyé Spécial), "Les normes, un mal français" (52', Pièces à Conviction)
2011 - 2013	Journaliste à Premières Lignes TV , Paris Multiples enquêtes et tournages pour Cash investigation (France 2), "Les récoltes de la honte", etc.

FORMATION

2009 – 2011	Master de Journalisme , Institut Français de Presse (IFP), Paris II
2006 – 2009	Licence de Sciences Politiques , Paris VIII
2008	Erasmus à Rome , Faculté de Sciences Politiques, Rome III
2005	Bac Littéraire , Lycée Saint-Louis, Paris

COMPETENCES

Langues	Anglais : courant - Italien : courant - Allemand : bonnes connaissances
Technique	Prise de vue vidéo sur caméras et appareils photos, logiciel de montage Final Cut, Photoshop Permis B

CENTRES D'INTERET

Culture	Voyages, théâtre, expos
Sport	Escrime, danses latines, escalade, voile
Engagement	Marraine de l'association la Chance Aux Concours (préparation gratuite aux écoles de journalisme pour les étudiants boursiers)